

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Le moment est venu de passer à la vitesse supérieure

Les membres de l'OMC ont renforcé leur engagement dans les négociations de Doha, et après près de trois semaines de consultations avec le président de chaque groupe de négociation, l'ensemble des membres s'est réuni le 7 avril pour faire le bilan des discussions des quelques dernières semaines.

« Bien qu'elles aient été positives, les consultations n'ont pas encore produit quoi que ce soit de très nouveau pour ce qui est des positions déclarées des membres », a fait savoir le directeur général de l'OMC, M. Roberto Azevêdo, aux membres dans sa déclaration d'ouverture, en soulignant le fait que les membres ont continué de répéter des positions bien connues sur l'état d'avancement des textes de projet de modalités, la Rev4 comme on se plaît à les appeler. Il a également évoqué la nécessité d'un programme « équilibré » dans les domaines de Doha ou de « l'établissement d'un ordre » dans lequel les questions doivent être abordées, ainsi que les discussions qui entourent même le besoin de « nouvelles données » pour s'adapter à la réalité d'aujourd'hui.

En fait, un fossé s'est creusé entre les pays développés et en développement au sujet de ce qui constituerait la base de futures négociations; c.-à-d. si la Rev4 actuelle devrait continuer d'être la base de leurs délibérations. Le noyau du désaccord est le fait que certaines délégations, principalement celles des pays en développement, craignent que si l'on s'éloigne du texte, les flexibilités pour lesquelles ils se sont durement battus ne s'évaporent. Ils font valoir que la Rev4 devrait demeurer la base des négociations, car elle tient compte du fragile équilibre auquel on est parvenu après de nombreuses années de négociations. Par conséquent, tout changement qu'on y apporterait risquerait de miner les négociations en défaisant un éventuel accord.

D'autres, principalement les pays développés, affirment mordicus qu'il s'impose de tenir compte de l'évolution de l'économie mondiale depuis 2008. Le rapport de forces dans le commerce mondial a changé, ce qui a entraîné une augmentation des niveaux des subventions, ainsi que des obstacles commerciaux dans divers pays en développement. Pour s'ajuster à ce nouveau paradigme économique, on a besoin de nouveaux flux de données, ont-ils déclaré.

M. Azevêdo propose que les membres abandonnent ce débat stérile, en leur rappelant qu'ils n'ont pas réussi à s'entendre sur le texte en 2008, et qu'il est peu probable qu'ils feront mieux aujourd'hui. Mais bien que les textes continuent de servir de « paramètres utiles » pour donner forme au programme de travail d'après Bali, a-t-il ajouté, les membres ne devraient pas les considérer comme des documents définitifs.

« Si l'un de vous maintient que ces textes sont taillés dans le roc et immuables, vous avez fait un choix; un choix qui condamne irrémédiablement nos efforts à l'échec », a déclaré M. Azevêdo à l'ensemble des membres.

« À mon avis, nous sommes arrivés à la fin de la première étape de ce processus », a-t-il déclaré avec force, insistant sur la nécessité de passer à la deuxième étape, dont l'objectif consiste à régler les problèmes en mettant à l'essai de nouvelles idées comme solutions éventuelles pour faire avancer Doha.

« Nous devons à présent approfondir nos discussions et nous engager de façon plus directe et plus résolue pour décider quelle est la meilleure façon d'avancer », a expliqué M. Azevêdo.

Les présidents des groupes de négociation, particulièrement ceux du trépied, c.-à-d. le président de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture, l'ambassadeur John Adank (Nouvelle-Zélande); le président du groupe de négociation sur l'accès aux marchés (AMNA), l'ambassadeur Remigi Winzap (Suisse) et le président du groupe de négociation sur les services, l'ambassadeur Gabriel Duque de Colombie, ont été chargés de déplacer leurs consultations respectives vers un environnement moins confortable mais portant davantage sur le fond et plus productif.

« Nous essayons de faire redémarrer une voiture qui a été embourbée au fond d'un lac très profond depuis six ans et de la remettre sur la route. Nous ne pouvons pas simplement nous mettre au volant et foncer. Il faudra beaucoup de travail – beaucoup de nettoyage, beaucoup de lubrifiant – mais nous pouvons le faire », a dit M. Azevêdo dans son mot de la fin.

Prochains événements

- Négociations parallèles États-Unis-Japon (PTP), semaine du 7 avril, Tokyo
- Conseil général de l'OMC, 8-9 mai, 24-25 juillet, 7-8 octobre, 10-12 décembre
- Réunion des ministres de l'APEC responsables du commerce, 17-18 mai, Qingdao (Chine)
- Réunion des négociateurs principaux et des groupes de négociation du PTP, à déterminer
- Forum de l'OCDE de 2014, 5-6 mai, Paris
- OMC Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 6 juin, 6 juin, 13 novembre
- Conférence des ministres du Commerce du G-20, 19 juillet, Sydney (Australie)
- Forum public de l'OMC, 1^{er}-3 octobre
- Sommet des dirigeants du G-20, 15-16 novembre, Brisbane (Australie)

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca/.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

